

Afrique du Sud // Contraction de l'activité au troisième trimestre 2023

Selon les données de l'agence nationale des statistiques (Stats SA), le PIB s'est contracté de 0,2% au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent. Comme anticipé par les analystes, la croissance modérée observée depuis le début de l'année connaît donc un coup d'arrêt, conséquence des mauvaises performances du secteur agricole, et de la persistance des difficultés logistiques et d'approvisionnement en électricité. Sur le plan de la demande, le recul de l'investissement et de la consommation des ménages sont les principaux contributeurs à cette contraction. Pour l'année 2023, la croissance devrait ainsi être atone, avec des prévisions globalement maintenues entre 0,5% et 1%.

Mardi 5 décembre, StatsSA a annoncé une contraction du PIB de 0,2% au troisième trimestre 2023 (en glissement trimestriel, données corrigées des variations saisonnières). Ce recul, anticipé par les analystes (consensus Bloomberg établi à -0,3%), intervient après deux trimestres de croissance consécutifs : +0,5% au second trimestre (donnée révisée de -0,1 point par rapport à la publication initiale de septembre) et +0,4% au T1 2023.

Sur le plan sectoriel, la moitié des secteurs (cinq sur dix) ont enregistré un recul de leur activité.

Le secteur agricole a été le principal contributeur à la contraction (-9,6%, soit une contribution négative de 0,3 point) – en lien avec la baisse des récoltes céréalières et l'impact des épidémies de peste porcine et de fièvre aphteuse sur l'élevage ; suivi du secteur du BTP (-2,8%, soit -0,1 point). L'industrie manufacturière recule également (-1,3%, soit -0,1 point) – sous l'effet des performances décevantes de l'industrie agroalimentaire, pétrochimique et sidérurgique ; de même que l'industrie minière (-1,1%, soit -0,0 point) – en lien avec les mauvais résultats des productions de métaux du groupe platine, d'or et de manganèse (double effet prix et volume). Ces deux secteurs, particulièrement énergivores et dépendants des chaînes logistiques, continuent donc de pâtir des difficultés d'approvisionnement en électricité et des difficultés opérationnelles croissantes de l'opérateur public *Transnet* (dysfonctionnements majeurs dans les infrastructures portuaires et sur les principaux corridors ferroviaires du pays).

A l'inverse, le secteur tertiaire s'est montré particulièrement résilient, notamment les secteurs des transports (+0,9%, soit +0,1 point), des services à la personne (+0,6%, soit +0,1 point) et de la finance (+0,5%, soit +0,1 point). Par ailleurs, la production « d'électricité, gaz et eau » a progressé (+0,2%), après cinq trimestres consécutifs de baisse – en lien avec un léger rebond de la consommation électrique (baisse de l'intensité des délestages électriques sur la période, malgré des coupures étendues sur des périodes prolongées).

Si l'économie a retrouvé ses niveaux d'activité pré-Covid (+0,4% par rapport au T1 2020), la reprise a été particulièrement inégale et exclusivement portée par le secteur tertiaire. Ainsi, seul quatre secteurs sur dix enregistrent un niveau d'activité supérieur au T1 2020 : les services à la personne (+7,1%), le transport (+4,5%), les services financiers (+2,7%) et les services gouvernementaux (+0,6%). L'ensemble des autres secteurs continuent d'opérer en deçà de leur niveau d'activité pré-crise. Les plus affectés demeurent le BTP (-19,3%), l'eau, l'électricité et le gaz (-8,5%) et l'industrie minière (-5,3%). A noter par ailleurs que le PIB reste inférieur au pic atteint au troisième trimestre 2022 (-0,5%).

Du point de vue de la demande, la contraction de l'activité résulte du recul de l'investissement et de la demande des ménages. L'investissement se contracte nettement (-3,4%, soit une contribution négative de 0,5 point), notamment grevé par le poste « machines et les équipements » (-3,2%) – baisse des achats d'équipement de génération électrique pour faire face à la crise énergétique (panneaux solaires, batteries, etc.), après avoir atteint un niveau record au trimestre précédent. De même, les dépenses des ménages ont ralenti (-0,3%, soit une contribution négative de 0,1 point) pour le second

trimestre consécutif, pénalisées par la baisse du pouvoir d'achat dans un environnement caractérisé par les taux d'intérêt élevé (taux directeur à 8,25% au cours du trimestre) et des pressions inflationnistes significatives (en moyenne 5% au cours du trimestre). A l'inverse, les dépenses publiques continuent de progresser (+0,3%, soit +0,1 point), en lien notamment avec la matérialisation de la hausse des salaires des fonctionnaires, octroyée pour l'exercice 2023/2024 (+7,5%). Le commerce extérieur a également positivement contribué à la croissance, bénéficiant notamment de la baisse des importations (-8,6%, soit une contribution positive à la demande de 2,7 points), en lien avec le ralentissement de la demande interne. Parallèlement, les exportations ont augmenté, mais à un rythme modéré (+0,6%, soit +0,2 point), portées notamment par la bonne tenue de l'industrie automobile.

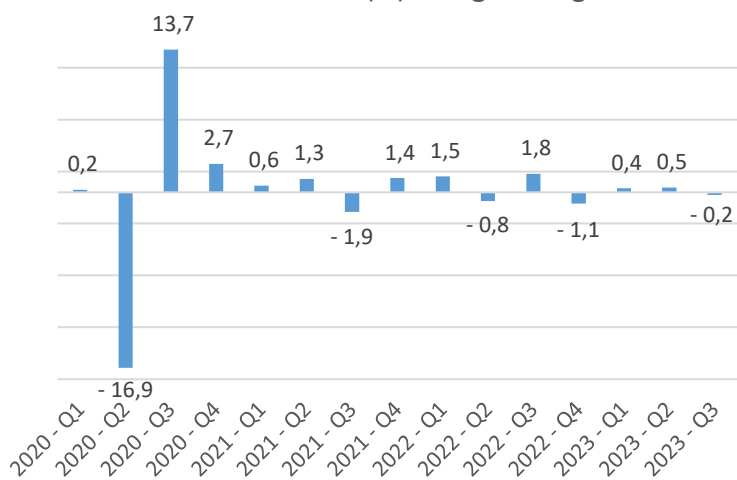
Sur les neuf premiers mois de l'année, le PIB a ainsi progressé de 0,3% par rapport à la même période de l'année précédente (janvier-septembre 2022). Pour l'année 2023, les prévisions de croissance ont été globalement maintenues et l'économie devrait croître entre 0,5% (*Nedbank*) et 0,9% (*FMI*). Certaines banques commerciales ont toutefois revu marginalement leurs prévisions : *Nedbank* (- 0,1 point à 0,5%) et *First Rand* (+0,1 point à 0,8%). Le Ministère des Finances a anticipé une croissance de l'ordre de 0,8% dans son budget de mi-parcours (MTBPS) présenté fin novembre. L'économie fait donc preuve d'une certaine forme de résilience au vu de l'ampleur des contraintes structurelles et de l'environnement international, peu favorable, alors qu'une croissance nulle voire négative était anticipée par la majorité des observateurs au début de l'année.

A noter que la progression de l'activité devrait donc être légèrement inférieure au taux de croissance démographique du pays en 2023 (de l'ordre de 1% par an), ce qui devrait déboucher sur une contraction du PIB par habitant. L'indicateur devrait ainsi atteindre 6 191 USD/hab en 2023 (-7% comparativement à l'année précédente, en prenant en compte l'impact de la dépréciation de la devise local – rand - face à l'USD sur l'année, de l'ordre de -7%). L'indicateur exprimé en USD s'inscrit donc durablement à un niveau inférieur à ceux observés avant la crise Covid (-6,5% comparativement à 2019), et nettement en déca du début de la décennie (-30% comparativement à 2011), principalement sous l'effet de la dépréciation de la devise qui atteint -64% entre 2011 et fin 2023.

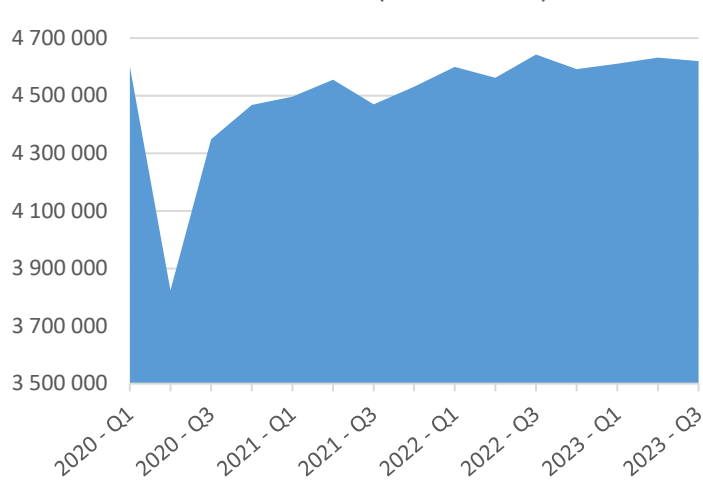
Si l'Afrique du Sud doit renouer avec une légère croissance au quatrième trimestre, les perspectives économiques à court terme demeurent limitées. Les problèmes persistants d'approvisionnement en électricité et dysfonctionnement de *Transnet* devraient entraver les productions minières et manufacturières. Les difficultés du secteur agricole devraient s'accroître, en lien avec l'impact des conditions climatiques défavorables sur les récoltes et de l'épidémie de grippe aviaire qui s'est déclenchée dans le pays en octobre 2023. Par ailleurs, le commerce extérieur sera affecté par le ralentissement de la demande mondiale dans un environnement incertain, et la modération des cours des matières premières exportées par l'Afrique du Sud. Enfin, la demande des ménages et l'investissement resteront peu dynamiques, en lien avec un niveau de confiance au plus bas qui amène les entreprises et ménages à repousser leurs investissements et achats de biens durables. A noter toutefois que l'investissement devrait être soutenu par le secteur des énergies renouvelables, alors que de nombreuses entreprises déploient leurs propres capacités de génération d'électricité pour faire face au contexte de crise énergétique. Enfin, les dépenses gouvernementales ne progresseront pas significativement, dans un contexte de marge de manœuvre budgétaire limitée et de mise en place d'une stratégie de consolidation budgétaire, confirmée dans le budget de mi-parcours.

ANNEXE – Graphiques synthétiques

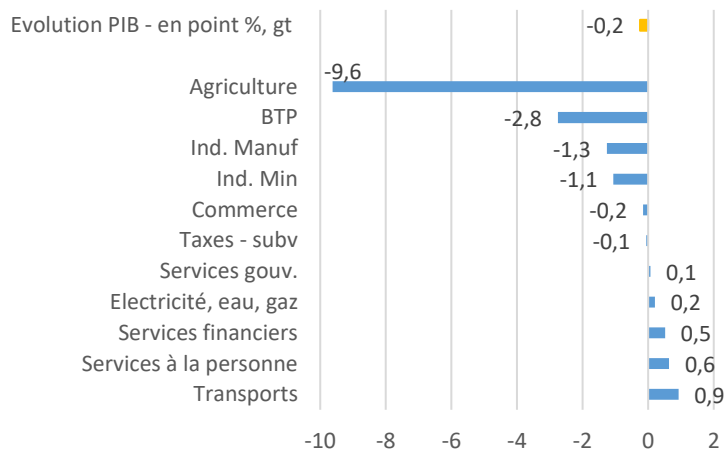
Evolution du PIB (%) - en g.t corrigé



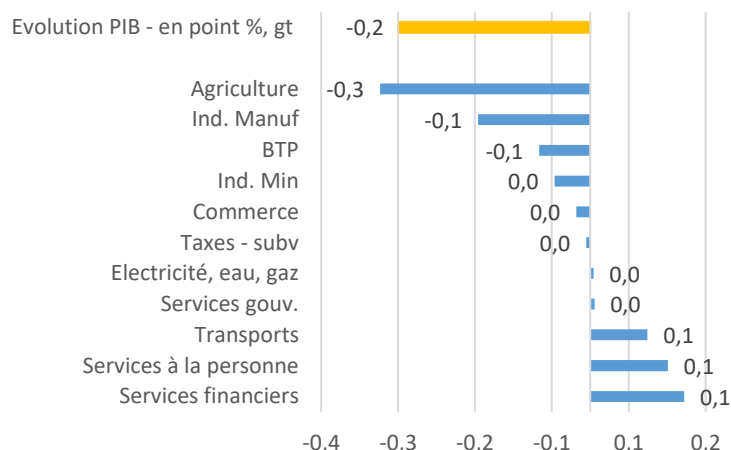
PIB annualisé (en Mds ZAR)



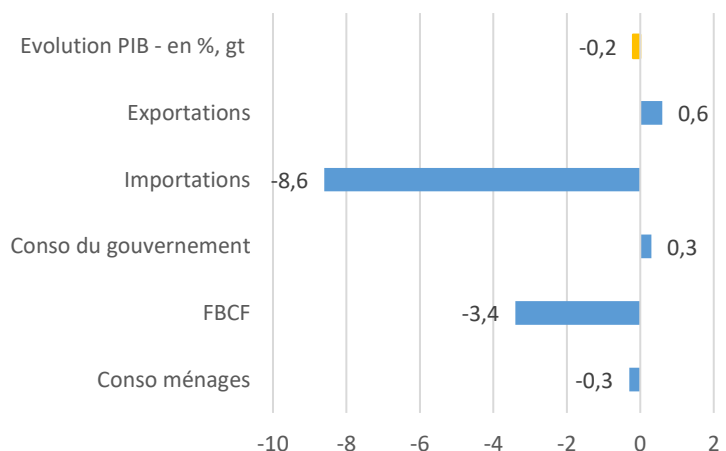
Evolution sectorielle en %, g.t



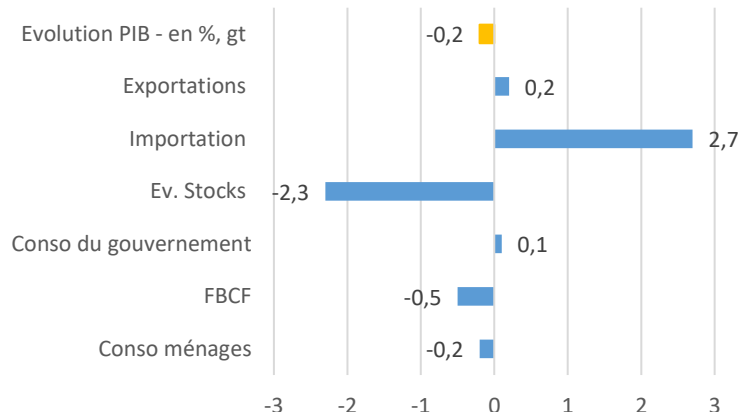
Evolution sectorielle en point de %, g.t



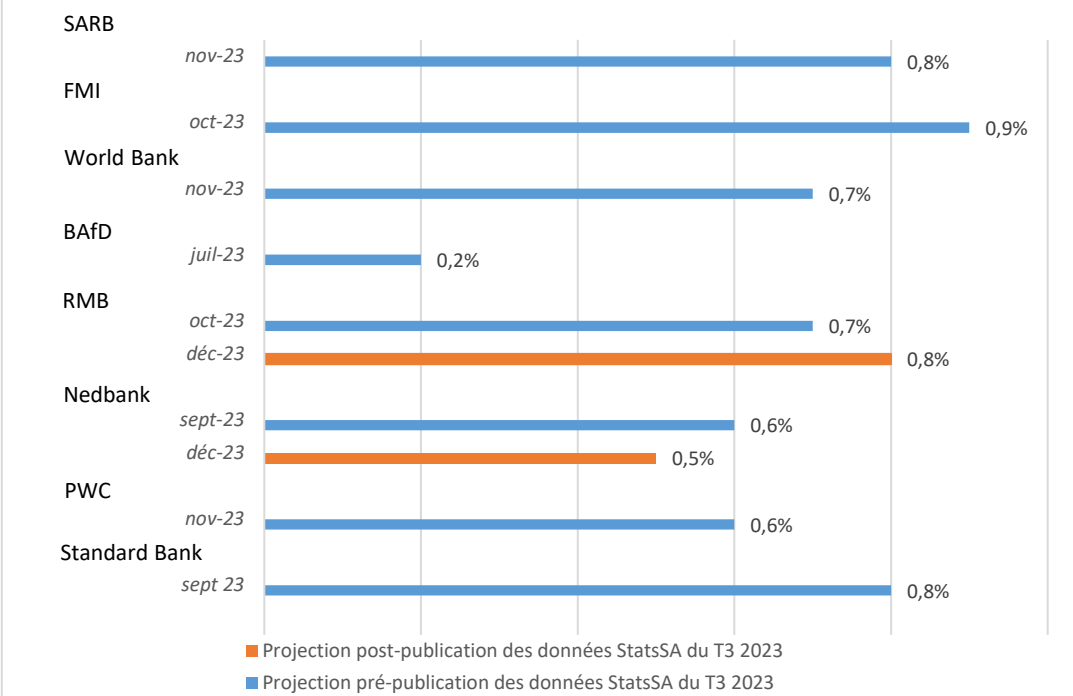
Evolution demande, en %, g.t



Evolution demande, contribution, en point de % g.t



Perspectives de croissance pour 2023



PIB par habitant, en USD (prix courant)

